

CLUB CONVAINCRE DU RHONE

Forum du lundi 3 Novembre 2025
animé par Nicolas Resseguier, conférencier Team Europe Direct

Les finances des pays européens

Les autres pays européens ont les mêmes défis que nous sur leurs finances publiques : Vieillesse, Dépendance, Education, Transition climatique, Compétitivité, Emploi, Justice fiscale etc.

Quels enseignements en tirer pour nos déficits publics, nos impôts, nos dépenses publiques pour réduire la dette et retrouver des marges de manœuvre pour nos services publics

Peu de personnes regardent ce qui se passent chez nos voisins. Il est pourtant bien utile d'avoir en tête quelques comparaisons sur la dette, les impôts et taxes, les dépenses publiques et la production. Trop souvent les auteurs de déclarations fracassantes n'ont pas d'idées sur les ordres de grandeur financière de ce dont ils parlent.

Le 27 octobre, le gouverneur de la Banque de France déclarait au journal La Croix

Notre pays n'est pas menacé de faillite, mais d'étouffement progressif :

- *Des intérêts de plus en plus coûteux, autant d'argent que nous n'avons pas pour la transition écologique*
- *Par contagion, des emprunts plus chers pour les ménages - le crédit immobilier - et les entreprises.*
- *Une dette de plus en plus lourde que nous léguons à nos enfants et petits-enfants*

Le reste de notre économie tient

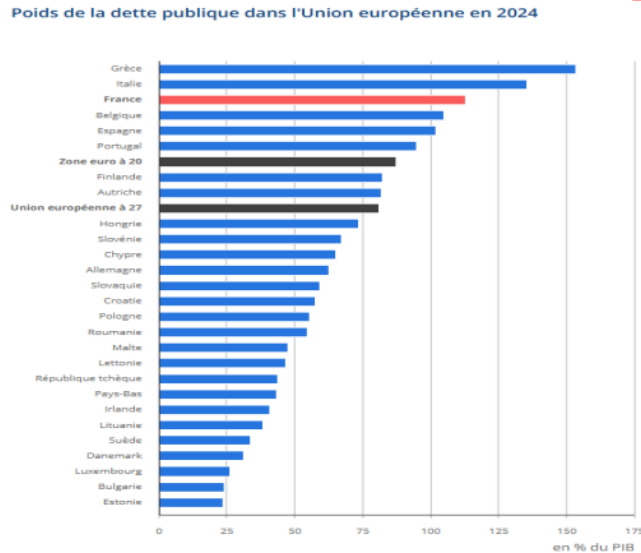
- *La France est le grand pays d'Europe qui a créé le plus d'emplois depuis dix ans*
- *Notre problème spécifique est donc budgétaire*

La France dispose d'un bon modèle social

- *Mais nos dépenses publiques sont 9 points de PIB plus élevées -soit + 270 milliards d'euros que chez nos voisins!*

- *Il faut aller y voir les meilleures solutions pour rendre la dépense publique plus efficace.*
- *Comme me l'a dit le maire (écologiste) d'une grande ville, « choisir la sobriété aujourd'hui, pour éviter l'austérité demain ».*

France « médaille de bronze » de la dette publique en Europe



Note : dette publique au sens du traité de Maastricht.

Lecture : en 2024, la dette publique s'élève à 113,0 % du produit intérieur brut (PIB) en France et à 81,0 % en moyenne dans l'ensemble de l'Union européenne à 27 pays.

Source : Eurostat (extraction du 17 juin 2025).

Clairement, les pays du Nord et de l'Est sont bien moins endettés que les pays du sud :

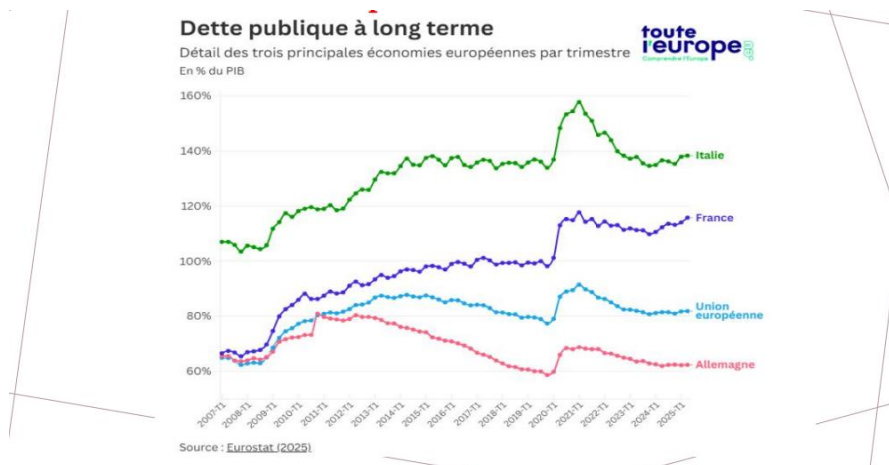
L'Europe du Nord et de l'Est + vertueuse !

En % du PIB (2ème trimestre 2025)

23 % 153 %



La dette publique française a été multipliée par 12 en 50 ans, par 6 par rapport à son Produit Intérieur Brut annuel. La France a décroché par rapport à l'Allemagne en 2008. Chaque français doit 50 000 €, 115 % de la richesse qu'il produit chaque année

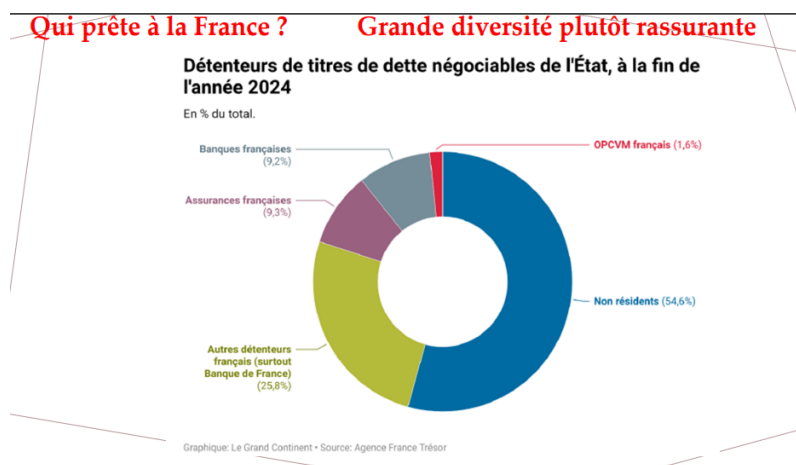


Depuis 50 ans, les dépenses des collectivités publiques sont chaque année supérieures aux recettes.



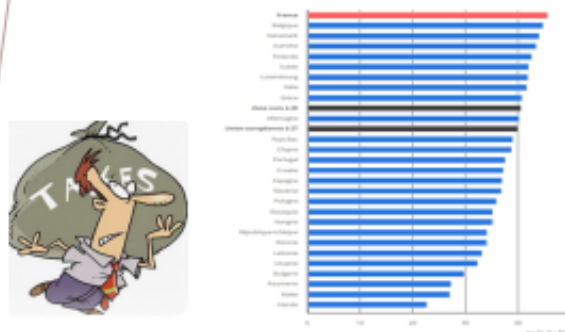
A ce jour, notre déficit annuel est le troisième des pays européens. Certains pays sont en excédents budgétaires : le Portugal, la Grèce, l'Irlande et le Danemark.

Le montant des intérêts s'élève à 60 Milliards. A comparer au budget, pour 80 Mds à l'Education Nationale. C'est plus que le budget de la Défense. Les taux d'intérêts dépendent de la confiance qu'ont les prêteurs dans notre capacité à rembourser : les taux de la Grèce sont montés jusqu'à 33% lors de la crise de 2012.



Les impôts en France sont les + élevés d'Europe « médaille d'or »

Poids des prélèvements obligatoires au sein de l'Union européenne en 2023



Note : prélèvements obligatoires y compris cotisations sociales imposables.
Lecture : en 2023, le poids des prélèvements obligatoires s'élève à 45,8 % du produit intérieur brut (PIB) en France et à 40,5 % du PIB dans l'ensemble de l'Union européenne.
Champs : administrations publiques ; prestations de l'Union européenne.
Source : Banque mondiale du 29 avril 2024.

L'écart entre le niveau français et la moyenne européenne représente 1,5 fois le montant de l'impôt sur le revenu.

Les cotisations sociales sont de très loin le principal impôt :

Solution du Quizz sur les finances publiques

Quelle est le prélèvement obligatoire le plus important en France ?

- 1) Les cotisations sociales : 30%, soit 500 milliards €
- 2) La TVA : 12%, soit 200 milliards €
- 3) CSG : 9%, soit 150 Milliards €
- 4) L'impôt sur le revenu : 6%, soit 100 milliards €

Autres principaux impôts et taxes, tous en dessous de 5%:

Taxe foncière Impôts sur les Sociétés
TIPP (Taxe sur les Produits Pétroliers) Impôts sur l'héritage ...

Les entreprises françaises sont plus taxées que la moyenne européenne.

Traitements: Hausse des impôts ?

Focus sur les baisses d'impôts 2017-2024: -60 milliards €/an

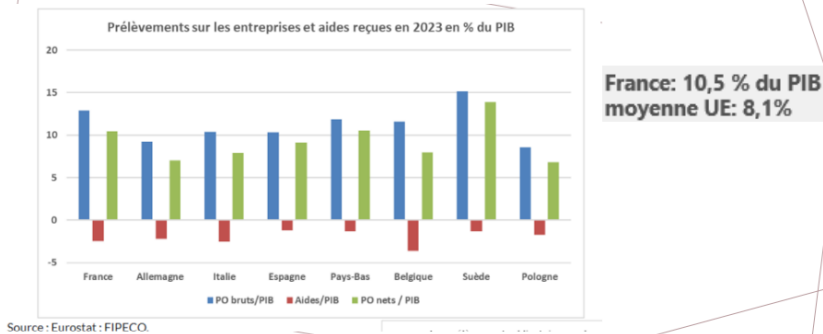
Impôts - Taxes sur les particuliers: -30 milliards € (2% du total des impôts)

- Baisse des impôts des ménages aisés: -5 milliards € (0,3% du total des impôts)
 - Réduction de l'impôt sur la Fortune à la fortune immobilière
 - Réduction de la taxation de l'épargne
- Baisse de l'impôt sur le revenu: -5 milliards € (0,3% du total des impôts)
 - concerne la moitié + aisée des ménages
- Suppression de la taxe d'habitation: -20 milliards € (1,2% du total des impôts)
 - concerne tous les ménages

(ordres de grandeur)

Traitements: Hausse des impôts ?

Malgré les baisses d'impôts sur les entreprises, la France est à la 3^{ème} place de la + forte taxation des entreprises/27 pays européens



La taxe Zucman ne couvrirait que 1,2% des dépenses publiques. Il faut noter que toutes les tentatives de taxer les biens professionnels ont été abandonnées en France et ailleurs depuis 50 ans.

Traitements: Hausse des impôts ?

Focus sur le projet de taxe Zucman : +20 milliards €/an

Taxe de 2% sur les patrimoines > 100 millions €

Atouts

- **Equité fiscale : 1800 détenteurs des + gros patrimoines ne payent que 25% d'impôts/revenus contre 50% en moyenne des Français**

Limites

- **Risque de fuites d'activités économiques hors de France car la taxation des biens professionnels n'existe dans aucun autre pays**
- **Représente juste 1,2% des dépenses publiques**
Utile pour réduire le déficit public
mais pas de marge de manœuvre pour améliorer les services publics

En France, quasiment tous les impôts sont + élevés que la moyenne zone €

Les prélèvements obligatoires en 2023 en % du PIB

Prélèvements	France	Allemagne	Zone euro
Cotisations sociales	16,4	17,0	14,6
Impôts sur la consommation	11,3	9,4	10,3
Impôts sur la production	4,6	0,9	2,2
Impôts sur les revenus des ménages	9,5	9,0	9,4
Impôts sur les bénéfices des sociétés	2,9	3,1	3,2
Autres impôts	0,9	0,9	0,9
Total	45,6	40,3	40,6

Source : Eurostat ; FIPECO ; cotisations imputées à l'Etat employeur incluses.

Solution du Quizz sur les finances publiques
Répartition des dépenses publiques en France

- 1) **Les dépenses de Retraite** 25-30% des dépenses publiques
- 2) **Les dépenses de Santé** 20% des dépenses publiques
- 3) **Les dépenses d'Education** 10% des dépenses publiques

Les autres domaines sont tous en dessous de 5% du total

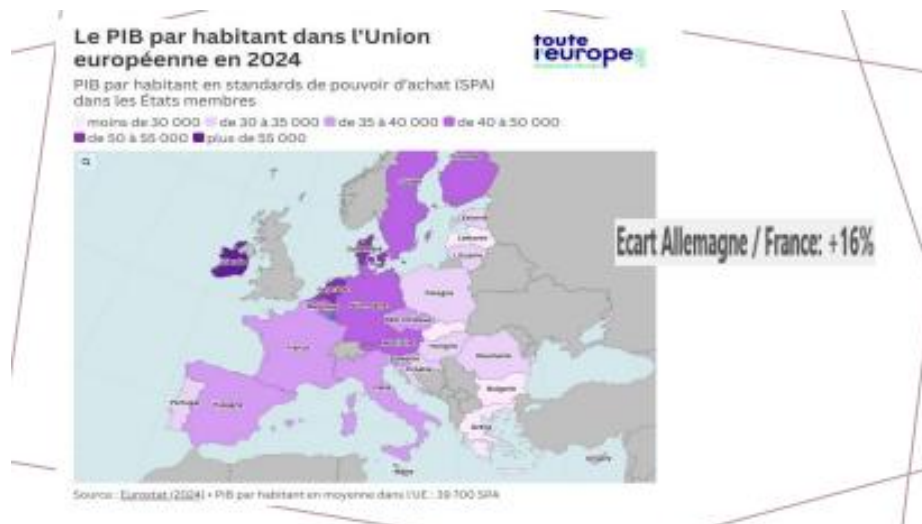
Famille: 4% Transports: 4% Défense: 3% Chômage: 3%
Sécurité-Justice: 3% Intérêts sur la dette: 3% Culture: 2%

(ordres de grandeur)

En France, toutes les dépenses sont + élevées que la moyenne européenne

	France	Union européenne	Allemagne	Italie	Espagne	Pays-Bas
Protection sociale	32,3	26,5	27,2	27,6	25,1	23,2
Dont : retraites	14,5	11,8	11,3	16,0	12,4	5,9
Santé	11,7	10,0	10,8	8,2	9,3	11,5
Famille	2,3	1,9	1,8	1,4	1,0	2,0
Chômage	1,6	1,2	1,5	0,9	1,5	0,6
Exclusion sociale	1,3	1,0	0,6	0,9	0,7	2,8
Aides personnelles au logement	0,7	0,3	0,4	0	0	0,4
Aides à la pierre, équipements collectifs	1,3	1,2	0,5	4,3	0,5	0,6
Enseignement	5,0	4,7	4,5	3,9	4,2	4,9
Loisirs, culture et culte	1,5	1,2	1,0	0,8	1,2	1,1
Protection de l'environnement	1,0	0,8	0,6	0,9	1,0	1,5
Affaires économiques	6,3	5,8	5,8	5,8	5,0	5,1
Dont : transports	2,2	2,5	2,5	2,2	1,9	2,1
Énergie	0,9	0,9	1,3	0,7	0,3	1,4
Sécurité intérieure et justice	1,7	1,7	1,6	1,7	1,8	1,8
Défense	1,8	1,3	1,1	1,2	0,9	1,3
Recherche fondamentale	0,7	0,7	1,0	0,6	0,5	0,5
Services généraux	3,7	3,4	4,1	3,0	2,7	2,4
Intérêts de la dette publique	1,8	1,8	1,0	3,8	2,5	0,7

Production :



L'écart avec l'Allemagne de 16%, c'est deux mois de pouvoir d'achat. La croissance de la production augmente mécaniquement les recettes publiques. Comment faire plus ? Par des efforts en recherche, en investissement dans l'IA.

- Le taux d'emploi des jeunes et des seniors en France sont les plus bas d'Europe.
- L'âge de départ en retraite est le plus faible d'Europe. Disposer de plus de ressources publiques passe par un allongement du temps de travail de chacun.
- Les dépenses de santé augmentent mécaniquement de 10 Mds par an à cause du vieillissement et de l'augmentation de l'espérance de vie. Chaque année, il convient de trouver des économies de productivité pour réduire cet effet.

En conclusion, quel traitement possible de la dette publique :

- L'annulation d'une partie de la dette est impossible car elle ferait exploser les taux d'intérêt sur ce qui resterait.
- Une augmentation des impôts est encore possible mais elle restera limitée.
- Une baisse des dépenses risque vite de baisser la qualité des services publics.
- Une augmentation de la production suppose de travailler plus.

Synthèse sur la dette publique
4 enseignements des autres pays européens

1- Dette et déficit public ?
France « médaille de bronze », donc réduction + urgente qu'ailleurs

2- Impôts et taxes ?
France « médaille d'or » globalement et au dessus de la moyenne européenne pour quasiment tous les impôts, Donc hausses possibles limitées

3- Dépenses publiques ?
France « médaille d'argent » globalement et au dessus de la moyenne européenne pour chaque dépense, baisse significative possible sur les retraites

4- Production ?
Se rapprocher du taux d'emploi des seniors de l'Europe du nord permettrait d'accroître les recettes fiscales d'une centaine de milliards €/an (5x Taxe Zucman)

Le débat

On voit que plus on avance, plus c'est compliqué en France. Comment l'Espagne et le Portugal ont fait pour réduire autant leurs déficits ?

Les deux pays ont mis la retraite à 67 ans. C'est bien la marge de manœuvre de la France. Démarrer une retraite par capitalisation est difficile en ce moment.

Les entreprises ne sont pas favorables à recruter des seniors.

A chaque fois que l'âge de la retraite a été repoussée, on a vu que ce frein a évolué dans le même sens. Le taux d'emploi des seniors a bien monté ces dernières années. Les pays voisins ont des systèmes de départ à la retraite plus progressifs. Aux partenaires sociaux de trouver des moyens de rendre le système plus souple.

Le nerf de la guerre est l'emploi des seniors. On sait que c'est un argument pour que l'âge légal monte. Quel est l'âge effectif de départ à la retraite dans les différents pays ? Un emploi des seniors faible conduit à la retraite anticipée ou au RSA.

Le chiffre le plus intéressant est notre dépense globale pour les retraités. Nous dépensons 50 Mds de plus que les autres pays. Le niveau des retraites est un peu plus élevé mais l'âge de départ est le point majeur. Le taux d'emploi en Europe du Nord est bien plus élevé.

Comment faire pour que les partis de gauche aient des propositions plus intéressantes.

Macron a fait une réforme mal ficelée, mal négociée. La CFDT a fait des propositions au conclave social et semblait prête à des compromis.

Revenons à la taxe Zucman. 20 Mds représente la moitié de l'effort recherché. Zucman défendait bien la taxation des biens professionnels. Il pense que les patrimoines en actions sont taxables.

Il faut trouver des ressources nouvelles pour les services publics. Pourquoi tous les prédécesseurs de la gauche ont tous refusé cette solution ? C'est une bonne idée au niveau international, pas au niveau national.

Je suis surpris qu'on ne parle pas de faire appel à l'épargne nationale. Même rémunérée au coût actuel de la dette, cela ne ferait pas partir l'argent du pays.

Je pense qu'il y a un gros problème d'inégalité devant l'impôt. Les PME payent plus d'impôts que les grosses entreprises.

Les rétributions en dividendes pourraient être taxées plus qu'ils ne sont.

PS et centristes vont un peu augmenter la taxation des holdings. Cela ne donnera pas des marges de manœuvre pour les services publics pour compenser les 160 Mds de déficit.

On taxe plus les entreprises que les pays voisins, on ne peut guère les augmenter globalement. Mais les taxes payées par les entreprises vont les amener à monter les prix de vente si elles le peuvent. Si la concurrence est trop forte, leurs marges vont baisser réduisant les salaires ou les investissements. Les dividendes ne représentent que 7% de la valeur ajoutée.

L'épargne française est déjà largement utilisée au travers des assurances vie. L'épargne en France reste trop élevée.

Les cotisations sociales sont-elles des taxes ou une part du salaire ? En Suisse, toutes les assurances chômage, maladie et retraite sont privées et obligatoires. Et le pouvoir d'achat des suisses est plus fort que le nôtre. L'entreprise ne voit que le coût total des rémunérations. Pourquoi mettre les cotisations sociales en dépenses de l'Etat dans un pays et pas dans le pays voisin qui a les mêmes dépenses réelles ?

Oui, il convient de bien regarder ces points. Il reste en France 50 Mds d'écart. Sur le plan social, la France est bien placée. Les inégalités sont plus faibles en France qu'ailleurs. L'écart entre les 10% les plus pauvres et les 10% les plus riches passent d'un facteur de 20 à 3 avec les effets des différents dispositifs fiscaux et sociaux.

Au niveau des retraites, la prise en compte du temps de cotisation est importante. Pourquoi ne pas introduire un système de progressivité plutôt que de seuil. Demander plus aux grosses retraites qu'aux retraites les plus basses.

La productivité semble avoir un lien avec la manière de piloter les personnes dans le public comme dans le privé. Il me semble qu'en Allemagne, l'autonomie donnée aux agents est plus forte qu'en France. Je pense qu'on a une forme de management véhiculée par nos écoles trop fort et qui entrave l'initiative.

L'éducation et la formation professionnelle sont bien plus éloignées des entreprises que dans les autres pays. Le niveau éducatif moyen est devenu plus faible que la moyenne européenne.

La suggestion de demander plus aux retraités aisés qu'aux autres tient la route. Cela finira par sortir de cette manière. L'idée de remplacer l'abattement de 10% par un abattement forfaitaire revient à cela.

La remarque sur le management est classique. Dans le public, j'ai trouvé de gros efforts dans certains services publics. Le management très vertical est une piste.

Le management et la formation professionnelles sont deux points de grosses différences entre France et Allemagne.

La meilleure critique que j'ai trouvé de la taxe Zucman est celle de philippe Aghion.

L'industrie française ne compte plus que pour 10% de son PIB.

Les impôts sur l'industrie sont bien plus élevés en France qu'ailleurs. Ces impôts ne concernent que la production industrielle.

On parle des impôts aux entreprises, pas des aides qui représenteraient 213 Mds. On n'a pas l'impression que la somme des deux soit si importante.

Conclusion

Je cherche à faire de la pédagogie pour donner des informations pour débattre avec les bons ordres de grandeur. C'est ce que j'ai fait ce soir.

Merci

Prochaines activités du Club Convaincre

Mardi 18 novembre : Conférence en physique rue de Marseille avec Benoit Guillou : le PPV et son rapport avec les politiques.

Ce sera la seule réunion du PPV de ce genre en dehors de Paris. Un numéro spécial de la revue projet en est le support.

Lundi 1 décembre : un forum sur le Moyen Orient.

Lundi 15 décembre : Pacte Civique présentation du bilan de mandat de la Métropole

<p>Soutenez le Club Convaincre en envoyant un chèque d'adhésion de 30 € à l'adresse du trésorier du Club Pierre Vial : Maison des Solidarités 215 rue Vendôme 69003 Lyon</p>

pour tout contact : club.convaincre@gmail.com

Vous trouverez les compte rendu de nos derniers événements sur notre site <http://www.convaincre-rhone.fr/>